BILAN DES DYNAMIQUES DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET NON GOUVERNEMENTALE AU MAROC EN 2025

Le pS-Eau joue un rôle d'observatoire des dynamiques de la coopération décentralisée et non gouvernementale française intervenant sur le secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, ainsi que de la gestion et protection des ressources en eau.

Le réseau Maroc propose ce présent bilan, qui analyse la **typologie des projets identifiés comme étant en cours de réalisation durant l'année 2025**. Ce bilan apporte des informations qualitatives sur les projets, notamment sur les thématiques abordées et la typologie des partenaires.

Retrouvez également le bilan annuel des actions financées dans le bassin méditerranéen en 2025. Ce bilan se concentre sur les projets ayant bénéficié d'un financement en 2025, pour des actions menées au Maroc, mais également au Liban, en Palestine et en Tunisie : LIEN.

Table des matières

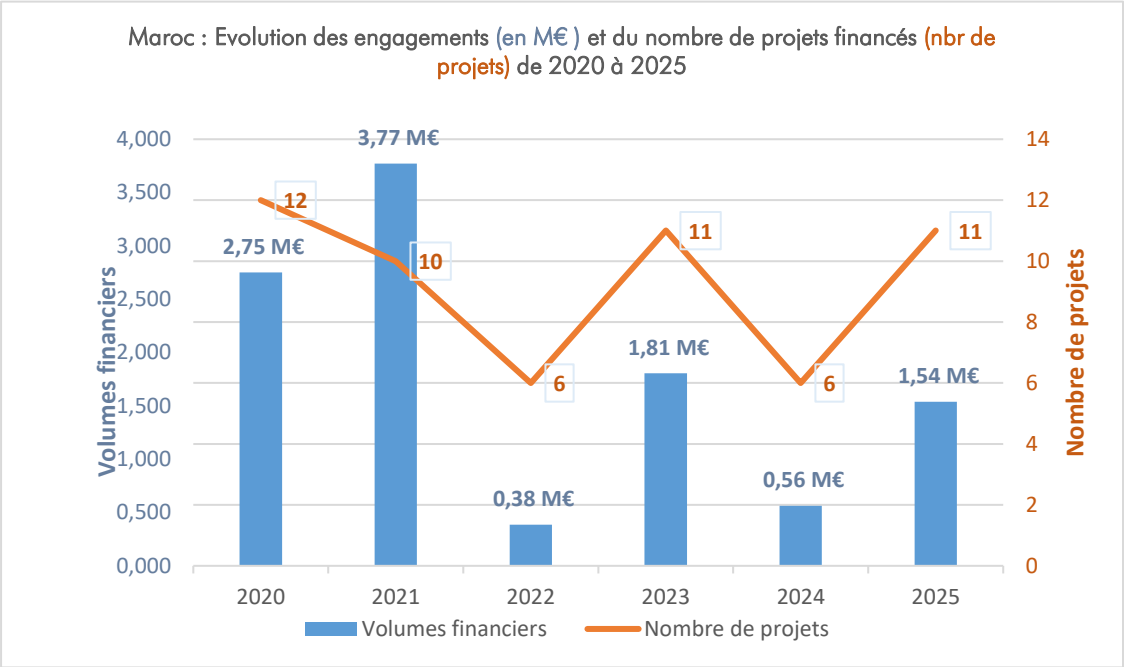
I) Données générales 2
1. Evolution des engagements financiers 2
2. Répartition géographique 2
II) Typologie des projets 3
III) Typologie des partenariats 4
1. Portage des projets 4
2. Montages spécifiques 6
3. Partenaires financiers français des projets 6
4. Zoom sur l'implication des collectivités territoriales 7
5. Zoom sur l'implication de l'Etat et des Agences de l'Eau 8
Annexe 1 : Carte des partenariats en cours, mettant en avant les coopérations décentralisées 9
Annexe 2 : Liste des projets en cours de réalisation en 2025 10

I) Données générales

Le pS-Eau a recensé **23 actions** de coopération décentralisée et non gouvernementale dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, en cours de réalisation au Maroc en 2025.

1. Evolution des engagements financiers

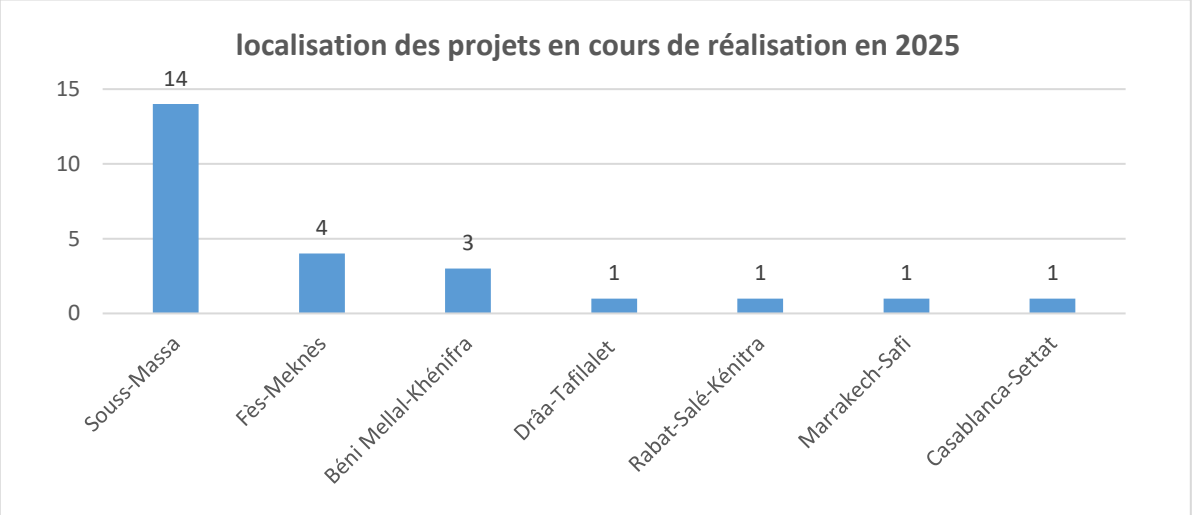
En 2025, 11 actions de coopération décentralisée et non gouvernementale ont bénéficié d'un nouveau financement de la part de collectivités territoriales et/ou agences de l'eau françaises, représentant la somme totale de **1,54 M€.**



Depuis 2020, les 58 projets financés dans le cadre de la coopération décentralisée et non gouvernementale représentent un montant cumulé de 10,8 M€.

2. Répartition géographique

Plus de la moitié des 23 projets actifs se situe dans la région de Souss-Massa, tandis que les autres projets sont répartis dans d'autres régions. Ce dynamisme de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans le Souss-Massa est en partie lié à l'existence de coopérations institutionnelles de **l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (voir III.5).**



II) Typologie des projets

Près de la moitié des projets sont des micro-projets (montant inférieur à 100 000 euros) consistant à mettre en place l'approvisionnement en eau d'un village (appelé douar au Maroc) d'une commune rurale. Il s'agit classiquement de réaliser un système local de distribution d'eau potable, comportant un forage (alimenté par énergie solaire), un réservoir et un réseau de distribution avec branchements domiciliaires.

C'est ce type de projet que mènent, par exemple, les associations A l'eau Gemeau solidarité et Eau Soleil. L'association Experts Solidaires et le Syndicat des Eaux d'Île-de-France mènent également des projets d'approvisionnement en zone rurale dans la vallée de l'Arghen, mais ce sont des macro-projets, car ils concernent des dizaines de douars pour une enveloppe de plus de 300 000 €.

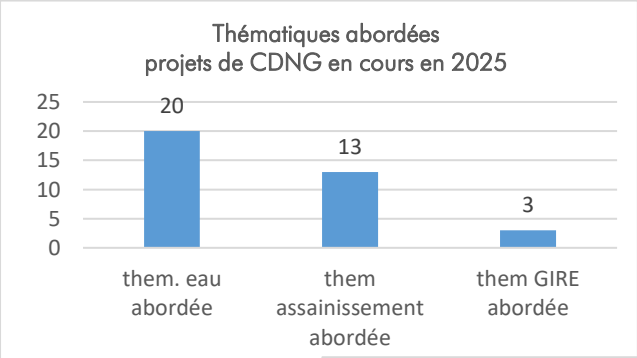
La thématique de l'assainissement est abordée en zone rurale par des projets qui mettent en place des toilettes publiques, en particulier dans les écoles. C'est le cas de la coopération Avermes/M'Kam Tolba et des projets de l'association Eau Soleil.

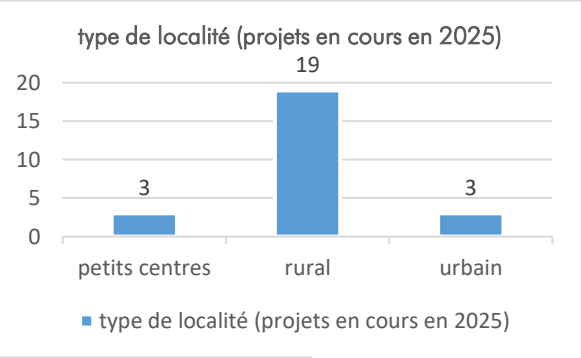
Deux macro-projets abordent l'assainissement. Dans la commune de Tata, l'extension de la station d'épuration et la mise en place d'une réutilisation des eaux usées traitées, via la coopération décentralisée entre la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et le conseil provincial de Tata, sont en cours d'achèvement. Par ailleurs, l'association Migrations&Développement aborde l'intégralité de la chaine de l'assainissement, afin d'équiper un douar d'une collecte par réseau et d'une station d'épuration par filtres plantés de roseaux.

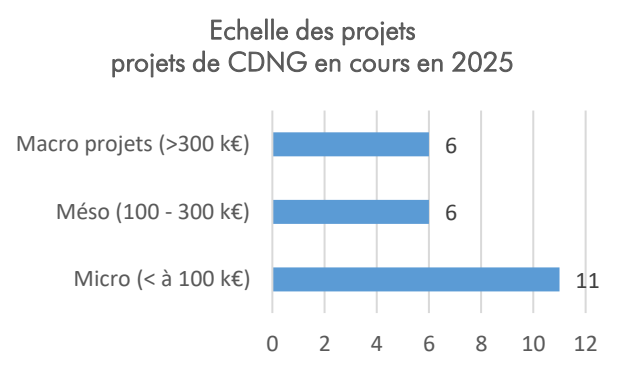
Les autres actions en cours qui abordent l'assainissement consistent à mener des études de faisabilité (la Goutte d'Ô dans l'oasis d'Akka, Cœur de Lionne dans la province de Taza) ou à apporter un appui matériel et technique (coopération entre la ville de Chambéry et Grand Chambéry (communauté d'agglomération) et la commune de Taroudant).

En zone urbaine, Nice Côte d'Azur et Fès abordent la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation d'un espace vert.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est au cœur du projet de coopération de Montpellier Méditerranée Métropole mené avec l'appui d'Experts Solidaires, dans la vallée de l'Arghen. L'amélioration des services d'eau et d'assainissement est abordée dans une approche territoriale multisectorielle intégrant en particulier le tourisme durable et le développement agricole. La GIRE est également un enjeu important du projet de l'association la Goutte d'Ô dans l'oasis d'Akka.







III) Typologie des partenariats

1. Portage des projets

Les collectivités territoriales peuvent s'impliquer dans des actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement de différentes façons :

- En s'impliquant dans une coopération décentralisée. La collectivité est alors co-porteuse des actions, en partenariat avec une (ou plusieurs) collectivité(s) étrangère(s). Ce positionnement se traduit par une implication politique et technique, portée par les élus et agents de la collectivité, dans une démarche d'échange d'expériences. Tout en restant maître d'ouvrage du projet, la collectivité s'appuie parfois sur une association spécialisée, qui joue un rôle d'opérateur technique.
- En finançant des projets portés par des associations ou d'autres collectivités, à titre ponctuel ou via un dispositif de subvention structuré, souvent dénommé « Fonds Eau ». Certaines collectivités ainsi impliquées mettent en œuvre un dispositif de suivi-évaluation des projets qu'elles financent.

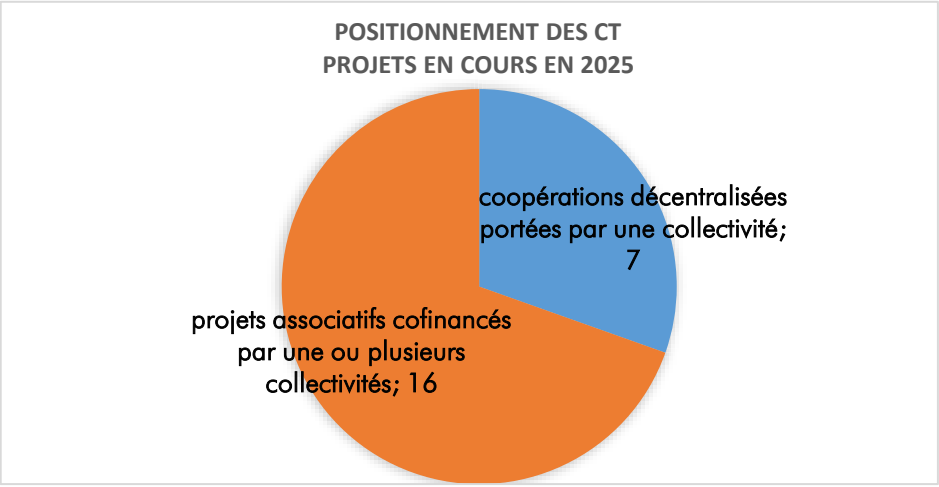
La majorité des projets sont portés par des associations. Les associations A l'eau Gemeau solidarité (qui implique des étudiants du BTS Gestion et Maîtrise de l'Eau) et Eau Soleil sont particulièrement actives et mènent plusieurs micro-projets d'adduction d'eau potable simultanément. L'association Migrations&Développement poursuit son projet d'accès à l'eau et l'assainissement dans le douar de Gourizim dans la région de Souss-Massa. L'Association pour développer des échanges entre la France, le Maroc et le Sénégal (ADEFRAMS) et l'association Cœur de Lionne ont également des projets en cours. L'ONG ACTED démarre un nouveau projet en 2025. Traditionnellement active dans des contextes d'urgence, ACTED avait, pour la première fois porté un projet au Maroc via les dispositifs de financement de la coopération décentralisée et non gouvernementale, à la suite du séisme de 2023.

Dans la continuité de la redynamisation de la coopération décentralisée engagée en 2024, une nouvelle coopération décentralisée est lancée entre la Métropole Nice Côte d'Azur et la ville de Fès.

Cinq coopérations décentralisées initiées les années précédentes sont également actives dans le secteur de l'eau et de l'assainissement :

- La coopération Grand Chambéry et la ville de Chambéry, avec la commune de Taroudant, démarrée en 2024 ;
- La coopération de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée avec la ville puis le Conseil Provincial de Tata, démarrée il y a plus de 10 ans, dont la dernière phase est actuellement en cours d'achèvement ;
- La coopération entre la ville d'Avermes et la commune de M'Kam Tolba démarrée en 2010 ;
- La coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier, avec l'Établissement de Coopération Intercommunale Bassin d'Arghen, démarrée en 2021 ;
- La coopération entre le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) et la commune de Nihit (vallée de l'Arghen), démarrée en 2021. L'association Experts Solidaires intervient en tant qu'opérateur de ces deux dernières coopérations.

Plusieurs coopérations décentralisées sont en cours de montage pour 2025, en vue d'une concrétisation en 2026 ou 2027.



2. Montages spécifiques

Projet clé en main

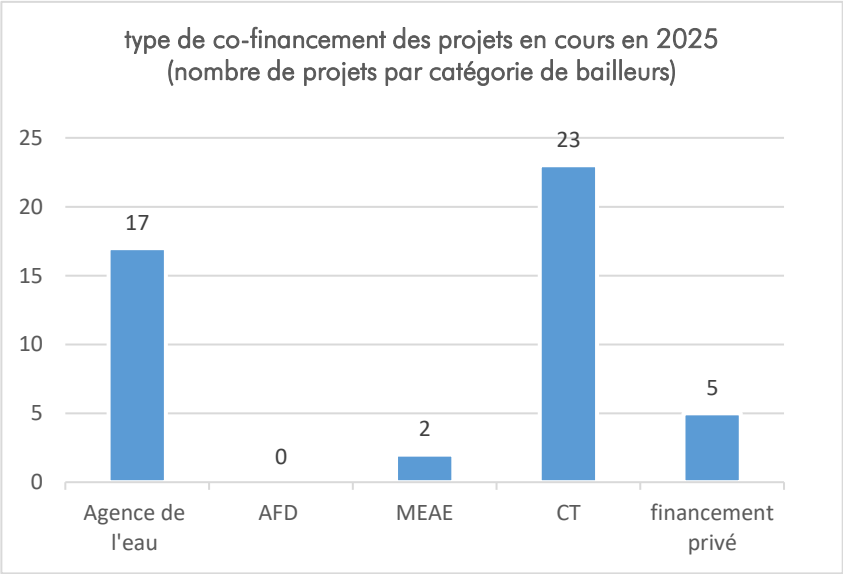
Le réseau régional multi-acteur (RRMA) Occitanie coopération pilote le projet « Partenariats renforcés pour la gestion durable de la ressource en eau à l'échelle du bassin méditerranéen – Palestine – Maroc – Occitanie ». Ce projet est mené dans le cadre du dispositif « clé en main » du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et également cofinancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, avec l'appui technique de l'association Experts Solidaires. Il permet de développer les échanges, savoirs et savoir-faire entre des collectivités d'Occitanie, du Maroc et de Palestine, en mettant en lien les partenaires de plusieurs coopérations décentralisées : Région Occitanie et la Région de Casablanca-Settat, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement de Coopération Intercommunale Bassin d'Arghen, le Département de l'Aude et la commune de Jalboun. Sont également impliqués en Palestine les Joint Water Sanitation Services d'Hebron et de Tubas, partenaires de l'association Experts Solidaires en Palestine.

Fonds d'urgence suite au séisme

À la suite du séisme survenu dans le sud du Maroc, Cités Unies France (CUF) a lancé, fin 2023, un fonds de solidarité ayant permis de mobiliser 520 000 euros grâce à la participation de 72 collectivités françaises. Ce fonds a permis de financer des projets, encore en cours de réalisation, ciblant les communes de Ouneine, Ijoukak et Tizi N'Test dans les provinces de Taroudant, Région Souss-Massa, et dans la Province d'Al Haouz, Région Marrakech-Safi, en s'appuyant sur l'association marocaine Targa-Aide. Les volets eau et assainissement représentent une part importante de ces projets pour un montant de 147 500 euros.

3. Partenaires financiers français des projets

Outre les collectivités territoriales, les Agences de l'eau et l'État, via le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), sont partenaires financiers des projets en cours. Quelques projets font également appel à des partenaires financiers privés, en particulier la Fondation EDF pour les volets d'alimentation énergétique solaire des projets d'approvisionnement en eau.



4. Zoom sur l'implication des collectivités territoriales

La loi Oudin-Santini du 9 février 2005 autorise les collectivités exerçant les compétences « eau potable » ou « assainissement », à affecter jusqu'à 1 % des budgets spécifiques de ces services à des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

En France, ce sont les intercommunalités qui sont les autorités organisatrices des services d'eau et d'assainissement (ainsi que par certaines communes rurales qui ont choisi de ne pas transférer ces compétences à leur intercommunalité). Elles peuvent transférer ces compétences à des syndicats d'eau et/ou d'assainissement.

Ainsi, ce sont majoritairement des intercommunalités, mais également des syndicats et quelques communes rurales, qui peuvent mobiliser la loi Oudin-Santini en mobilisant jusqu'à 1 % de leurs budgets annexes spécifiquement dédiés aux services de l'eau et l'assainissement.

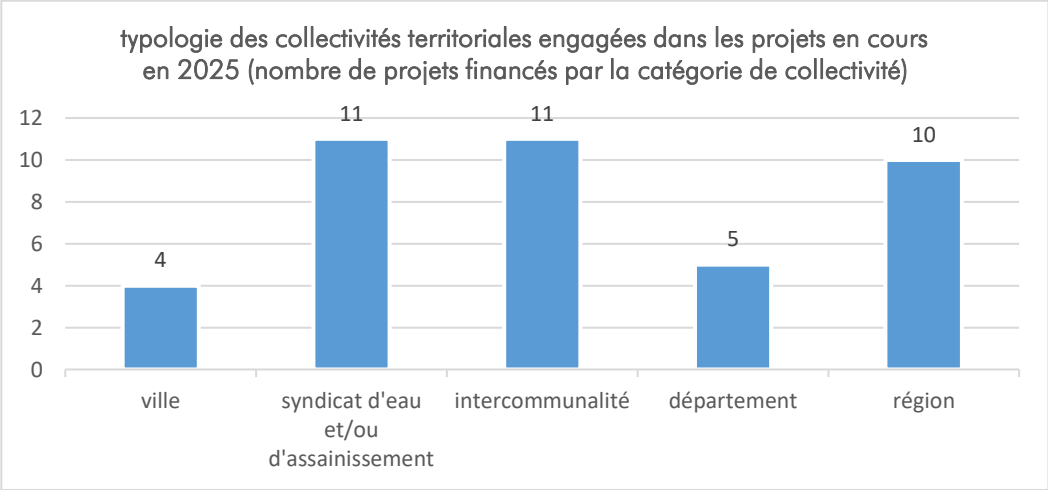
Les autres collectivités, régions, départements et communes qui ont transféré les compétences de l'eau et l'assainissement, ont cependant la possibilité de s'engager via leur budget général.

Les intercommunalités françaises sont fortement mobilisées. Plusieurs métropoles et communautés d'agglomérations portent des coopérations décentralisées : Montpellier Méditerranée Métropole, Grand Chambéry et Nice Côte d'Azur. Le Grand Lyon et la Métropole de Montpellier sont également partenaires financiers de projets portés par des associations, dans le cadre de fonds eau cofinancés par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Plusieurs syndicats d'eau et/ou d'assainissement sont partenaires financiers d'associations ou de collectivités de leur territoire. On peut notamment citer le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région d'Ambérieu-en-Bugey (SERA) avec l'association Eau Soleil Rhône-Alpes, le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA) avec l'association À l'eau Gemeau solidarité, ainsi qu'Eau du Morbihan avec l'association Eau Soleil Bretagne. D'autres syndicats cofinancent ou portent des coopérations décentralisées, en particulier le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF).

Ces intercommunalités exercent les compétences liées à l'eau et à l'assainissement sur leur territoire en France et ont la possibilité de mobiliser la loi Oudin-Santini.

Les autres collectivités ont cependant également la possibilité de se mobiliser. C'est notamment le cas de la ville d'Avermes, engagée dans une coopération avec la commune de M'Kam Tolba, ainsi que de plusieurs villes partenaires financières de projets portés par des associations. Les Régions et les Départements sont également impliqués dans plusieurs cofinancements.



Ce graphique n'analyse pas la typologie des 72 collectivités territoriales ayant abondé en 2023 le fonds d'urgence proposé par Cités Unies France suite au séisme.

5. Zoom sur l'implication de l'Etat et des Agences de l'Eau

Établissements publics en charge de la gestion des ressources en eau à l'échelle des six grands bassins versants français métropolitains, les Agences de l'eau sont également concernées par la loi Oudin-Santini, qui leur permet de dédier jusqu'à 1 % de leur budget à la solidarité internationale dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des ressources en eau.
Elles se mobilisent en portant en direct des coopérations institutionnelles et en cofinançant des actions de coopération décentralisée et non gouvernementale.

Concernant les coopérations institutionnelles, **en 2025, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a renouvelé ses accords de coopération institutionnelle avec les Agences de Bassin Hydraulique de Souss-Massa (ABHSM) et du Drâa et de l'Oued Noun (ABHDON).**

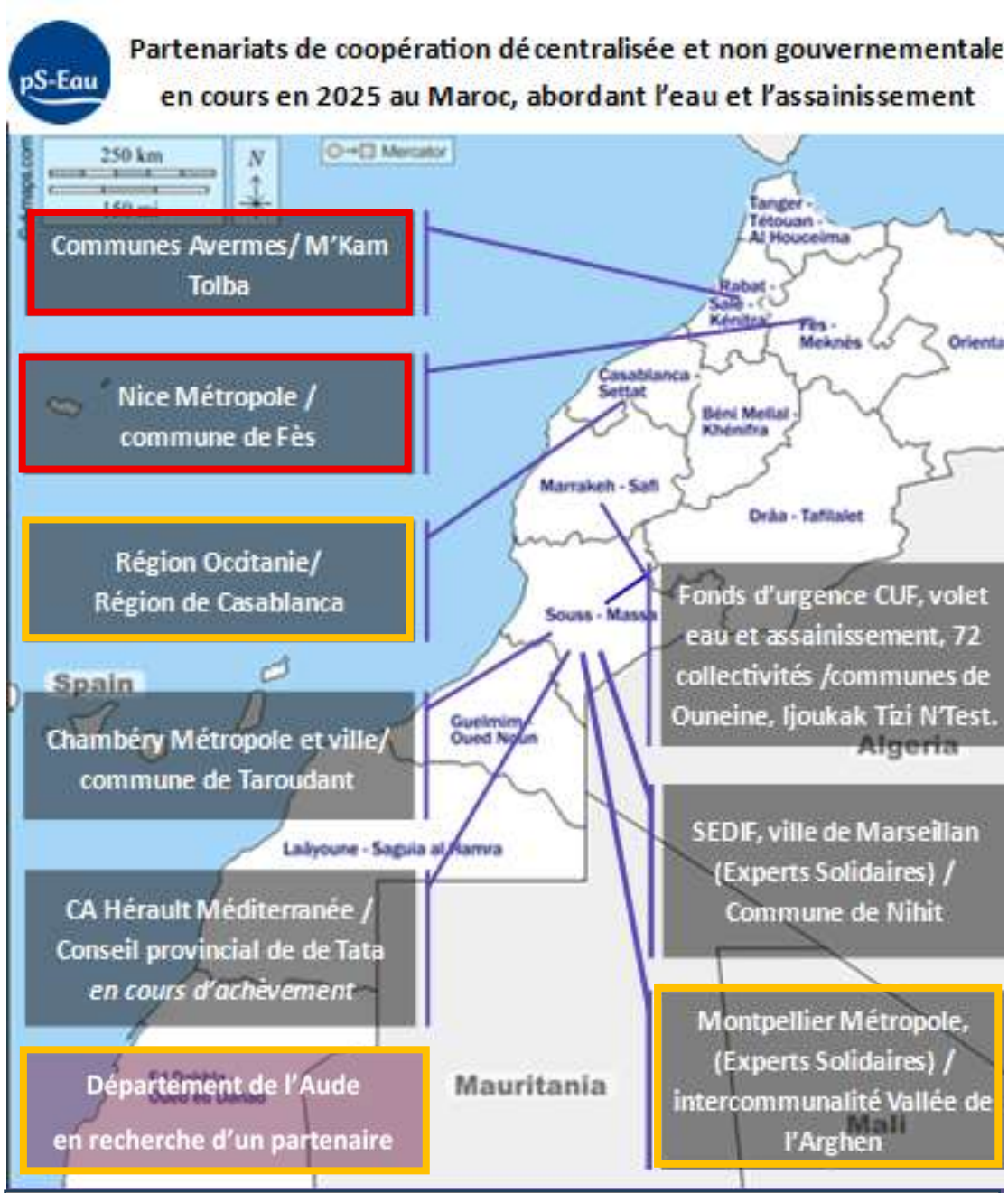
Les Agences de l'eau sont des partenaires financiers majeurs des projets de coopération décentralisée et non gouvernementale en cours, tant pour les projets associatifs que pour les coopérations décentralisées. Seuls quatre projets en cours n'impliquent aucune agence de l'eau, notamment ceux qui bénéficient d'un financement du SEDIF.

Le dispositif Facilité de financement des collectivités territoriales (FICOL) de l'Agence Française de Développement (AFD) n'est actuellement pas mobilisé pour des projets dans les domaines de l'eau et de l'assainissement au Maroc.

Le fonds conjoint franco-marocain porté par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et le ministère de l'Intérieur marocain (DGCT) a été sollicité en 2025 par Nice Côte d'Azur. On peut également relever le projet « Améliorer la gestion de l'eau potable et de l'assainissement dans la commune de Taroudant ». Cofinancé par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, ce projet constitue le volet thématique dédié à l'eau et à l'assainissement, d'une coopération qui bénéficie d'un financement du fonds conjoint et s'inscrit dans une vision plus large et multisectorielle.

Annexe 1 : Carte des partenariats en cours, mettant en avant les coopérations décentralisées

La carte suivante présente les partenariats de coopération décentralisée franco-marocains actifs en 2025, portant sur les thématiques de l'eau, l'assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau.
Les partenariats ayant reçu un nouveau financement en 2025, sont entourés en rouge. Les partenaires du projet clé en main, ayant également reçu un financement en 2025, sont entourés en jaune.
Seuls les partenariats de coopérations décentralisées sont cartographiés. Les projets portés par des associations de solidarité internationale, pour lesquels les collectivités territoriales françaises se positionnent comme bailleurs, sont nombreux et ne sont pas cartographiés. Les associations actives en 2025 sont mentionnées en bas de carte.



Associations de solidarité internationale actives en 2025, financées par une ou plusieurs collectivités, hors coopération décentralisée : **Migrations&Développement, La Goutte d'O, ADEFRAMS, A l'eau Gemeau Solidarité, Eau Soleil, Cœur de Lionne**

Annexe 2 : Liste des projets en cours de réalisation en 2025

Ce tableau liste les projets identifiés comme étant en cours de réalisation durant l'année 2025. Il s'agit donc de projets ayant reçu un financement en 2025, ou bien de projets financés les années précédentes et actifs durant l'année 2025.

Année du financement	Intitulé du projet lien vers la fiche projet base de données pS-Eau	Localisation	Thématiques abordées	Budget global	Type de localité	Porteur du projet	Partenaires financiers français	Type de partenariat
2025	Accès à l'eau potable pour la commune rurale El Maader El Kabir	Province de Tiznit Région de Souss-Massa	eau potable	501 730	rural	Association ADEFRAMS	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Grand Lyon (métropole)	projet associatif
2025	Réhabilitation du réseau d'eau de Jorf Sud, commune d'Arazane (intercommunalité de la vallée de l'Arghen)	Province de Taroudant Région de Souss-Massa	eau potable	330 000	rural	association Experts Solidaires	Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF)	projet associatif
2025	Amélioration de l'accès à l'eau dans 2 douars de la commune de Tissaf au Maroc	Province de Meknès Région de Fès-Meknès	eau potable	173 530	rural	Association A l'eau Gemeau solidarité	Agence de l'Eau Rhin Meuse, Région Grand Est, Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA)	projet associatif
2025	Alimentation en eau potable de 4 villages de la commune de Irhira: Ambdoul, Ighira, Takhfakht et Tirst	Province de Taroudant Région de Souss-Massa	eau potable	130 534	rural	ONG ACTED	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Grand Lyon (métropole)	projet associatif
2025	Accès à l'eau et toilettes collectives dans les douars d'Anzour, Tizgui et l'internat de Dar Talib, commune d'Agadir Melloul	Province de Taroudant Région de Souss-Massa	assainissement ; eau potable	104 979	rural	Association Eau Soleil	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Syndicat Intercommunal des Eaux Région d'Ambérieu en Bugey (SERA), Grand Chambéry (communauté d'agglomération), Financement privé/énergie: Fondation EDF	projet associatif
2025	Accès à l'eau potable, commune d'Aguelmam Azegza, village Jnan Imass	Province de Khénifra Région de Béni Mellal-Khénifra	eau potable	82 296	rural	Association Eau Soleil	Agence de l'Eau Loire Bretagne, Eau du Morbihan (syndicat), Région Bretagne	projet associatif

Année du financement	Intitulé du projet lien vers la fiche projet base de données pS-Eau	Localisation	Thématiques abordées	Budget global	Type de localité	Porteur du projet	Partenaires financiers français	Type de partenariat
2025	Résilience des espaces verts face au stress hydrique, pour le bien- être des populations : mise en place d'un jardin pilote à Fès - coopération décentralisée Nice Métropole/Fès	Province de Fès Région de Fès-Meknès	assainissement	80 000	urbain	Nice Côte d'Azur (métropole), opérateur : SEMIDE	Nice Côte d'Azur (métropole), ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)	coopération décentralisée
2025	Accès à l'eau et à l'assainissement, commune Sidi Lamine, village Ait lazza - phase 2025	Province de Khénifra Région de Béni Mellal-Khénifra	assainissement ; eau potable	59 035	rural	Association Eau Soleil	Agence de l'Eau Loire-Bretagne, Eau du Morbihan (syndicat), Région Bretagne	projet associatif
2025	Alimentation en eau pour le village de Tawzahert, commune de Sidi Rachid	Province de Taza, Région de Fès-Meknès	assainissement ; eau potable	49 350	rural	Association Cœur de Lionne	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Montpellier Méditerranée Métropole	projet associatif
2025	Accès à l'eau potable et l'électrification de deux écoles des communes de Tizounte et Bent-Tafou au Maroc	Province de Taroudant, Région de Souss-Massa	eau potable	23 837	rural	Association Développement socioculturel intercommunal de Givet	Agence de l'Eau Rhin Meuse, Région Grand Est	projet associatif
2024, 2025	Partenariats renforcés pour la gestion durable de la ressource en eau à l'échelle du bassin méditerranéen – Palestine – Maroc – Occitanie (projet du dispositif "clé en main": partenaires marocains : Région de Casablanca Settat, Établissement de Coopération Intercommunale Bassin d'Arghen)	Province de Taroudant, Région de Souss-Massa; Province d'El Jadida, Région de Casablanca-Settat	assainissement ; eau potable, GIRE	76 098 (part Maroc, dont apport 2025 de l'AERMC)	rural, petit centre, urbain	Région Occitanie, Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, association Occitanie Coopération, Association Experts Solidaires	Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), Région Occitanie, Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole	coopération décentralisée

Année du financement	Intitulé du projet lien vers la fiche projet base de données pS-Eau	Localisation	Thématiques abordées	Budget global	Type de localité	Porteur du projet	Partenaires financiers français	Type de partenariat
2024	Création d'un système d'adduction d'eau pour les douars de la commune rurale de Ras El Oued - phase 3, tranche 2	Province de Taounate Région de Fès-Meknès	eau potable	124 494	rural	A l'eau Gemeau solidarité	Agence de l'Eau Rhin Meuse Région Grand Est Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA)	projet associatif
2024	Accès à l'eau par pompage solaire et toilettes collectives dans les douars d'Amzaourou, Aman Oulili et Imarsid, commune de Taliouine	Province de Taroudant Région de Souss-Massa	eau potable, assainissement	122 340	rural	Eau Soleil	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Syndicat des eaux de la région d'Ambérieu (SERA) Grand Chambéry (communauté d'agglomération) Communauté de communes plaine de l'Ain Financement privé/énergie: Fondation EDF	projet associatif
2024	AEP et assainissement dans la commune de M'Kam Tolba - collège Ibn Al Athir- Coopération Avermes / M'Kam Tolba - phase 2025	Province de Khémisset Région de Rabat-Salé-Kénitra	eau potable, assainissement	12 336	rural	ville d'Avermes	Agence de l'eau Loire Bretagne Ville d'Avermes Syndicat Mixte des Eaux de l'Allier Conseil Départemental de l'Allier	coopération décentralisée
2024	Améliorer la gestion de l'eau potable et de l'assainissement dans la commune de Taroudant au Maroc - coopération décentralisée ville de Chambéry, Grand Chambéry / commune de Taroudant	Province de Taroudant Région de Souss-Massa	assainissement ; eau potable	100 000	urbain	Grand Chambéry (communauté d'agglomération) Ville de Chambéry	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Grand Chambéry (communauté d'agglomération) Ville de Chambéry Région Auvergne Rhône Alpes Département de Savoie	coopération décentralisée
2024	Accès à l'eau dans le village d'Ait Iazza -phase 2024	Province d'Azilal Région de Béni Mellal-Khénifra	eau potable	70 679	rural	Eau Soleil	Agence de l'Eau Loire-Bretagne Région Bretagne Eau du Morbihan (syndicat) Financement privé	projet associatif
2024	Renforcement de la Résilience de l'Oasis d'Akka face aux effets du changement climatique au Maroc	Province de Tata, Région de Souss-Massa	assainissement ; eau potable , GIRE	50 000	rural	La Goutte d'Ô	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Montpellier Méditerranée Métropole	projet associatif

Année du financement	Intitulé du projet lien vers la fiche projet base de données pS-Eau	Localisation	Thématiques abordées	Budget global	Type de localité	Porteur du projet	Partenaires financiers français	Type de partenariat
2024	Pompage solaire, système de distribution d'eau et d'assainissement dans le village d'El Hamraoui, commune de Taghbalt	Province de Zagora Région de Drâa-Tafilalet	eau potable, assainissement	21 300	rural	Eau Soleil	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Région Bourgogne Franche Comté Département du Jura Ville de Lons-le-Saunier Financement privé : Rotary club	projet associatif
2023	Communauté D'Agglomération Hérault Méditerranée/ conseil provincial de Tata -tranche 4	Province de Tata, Région de Souss-Massa	assainissement	874 000	petit centre	Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée	Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée	coopération décentralisée
2023	Fonds de solidarité de Cités Unies France en réponse au séisme - volet dédié à l'eau et l'assainissement (communes de Ouneine, Ijoukak et Tizi N'Test)	Province de Taroudant, Région Souss-Massa ; Province d'Al Haouz, Région Marrakech-Safi	assainissement ; eau potable	147 500	petit centre	Cités Unies France (CUF)	Fonds piloté par CUF, abondé par 72 collectivités territoriales	projet associatif
2021	Gestion intégrée des ressources en eau de la vallée de l'Arghen (2021 2024) - coopération Montpellier Méditerranée Métropole/ Interco Vallée de l'Arghen	Province de Taroudant, Région de Souss-Massa	GIRE multithématique (agriculture, tourisme)	1 100 000	rural	Montpellier Méditerranée Métropole (opérateur association Experts Solidaires)	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Montpellier Méditerranée Métropole Département de l'Hérault Financement privé : Sustainable initiatives for water -Fonds Guillaume Tavernier pour l'eau (SIWA-FGTO)	coopération décentralisée
2021	Adduction d'eau potable intervillageoise dans les communes de Nihit et Imi N'Tayart (SAGIE Arghen)	Province de Taroudant, Région de Souss-Massa	eau potable	956 000	rural	Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) (opérateur association Experts Solidaires)	Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF), Ville de Marseillan Syndicat du Bas Languedoc (SBL)	coopération décentralisée
2021	Alimentation en eau potable et assainissement du douar de Gourizim dans la commune d'Arbâa Sahel région de Souss Massa	Province de Tiznit, Région de Souss-Massa	assainissement ; eau potable	380 000	rural	Migrations et Développement	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Métropole Aix-Marseille-Provence Région Sud	projet associatif

Pour en savoir plus

Pour en savoir plus ou faire connaitre vos projets

Contact : Mélodie Boissel : melodie.boissel@pseau.org

Consultez la page du réseau Maroc du pS-Eau : https://www.pseau.org/pays/maroc/

Les activités du pS-Eau sont soutenues par :